



# Contrôles de la sécurité des denrées alimentaires à la frontière en 2023



## Table des matières

<b>Introduction</b> .....	<b>3</b>
<b>1. Contrôles aux frontières avec la douane</b> .....	<b>4</b>
1.1 Programme prioritaire réalisé avec la douane .....	4
1.1.1 PP 2023-1 <i>Pseudomonas aeruginosa</i> et <i>Staphylococcus aureus</i> dans des lingettes humides pour bébés .....	5
1.1.2 PP 2023-2 Résidus de pesticides dans des pseudo-céréales comme le quinoa, le chia, l'amarante ou le sarrasin .....	5
1.1.3 PP 2023-3 Résidus de pesticides dans des aubergines et des poivrons frais de pays extraeuropéens .....	5
1.1.4 PP 2023-4 Résidus de pesticides dans des fruits et des légumes d'Asie.....	6
1.1.5 PP 2023-5 Colorants Sudan dans des huiles de palme .....	6
1.1.6 PP 2023-6 Mycotoxines et germes pathogènes dans des fruits à coque et des arachides .....	6
1.1.7 PP 2023-7 Résidus de pesticides dans des piments .....	6
1.1.8 PP 2023-8 Résidus de pesticides dans des fruits et des légumes d'Asie.....	6
1.1.9 PP 2023-9 Substances odorantes interdites dans les parfums .....	7
1.1.10 PP 2023-10 Salmonelles dans des graines de sésame et de lin et dans de la farine de graines de caroube .....	7
1.1.11 PP 2023-11 Dioxyde de titane dans des chewing-gums.....	7
1.2 Prélèvement d'échantillons individuels sur la base d'un soupçon.....	8
<b>2 Contrôles renforcés de denrées alimentaires d'origine végétale aux aéroports</b> .....	<b>9</b>
<b>3 Contrôle vétérinaire aux frontières en cas d'importation de denrées alimentaires d'origine animale en provenance de pays tiers</b> .....	<b>10</b>
<b>4 Annexe : rapports sur les différents programmes prioritaires des autorités cantonales de contrôle des denrées alimentaires</b> .....	<b>12</b>
4.1 PP 2023-1 <i>Pseudomonas aeruginosa</i> et <i>Staphylococcus aureus</i> dans des lingettes humides pour bébés .....	12
4.2 PP 2023-2 Résidus de pesticides dans des pseudo-céréales comme le quinoa, le chia, l'amarante ou le sarrasin .....	15
4.3 PP 2023-3 Résidus de pesticides dans des aubergines et des poivrons frais de pays extraeuropéens (avec un accent sur la Turquie) .....	18
4.4 PP 2023-4 Résidus de pesticides dans des fruits et des légumes d'Asie .....	20
4.5 PP 2023-5 Colorants Sudan dans des huiles de palme .....	22
4.6 PP 2023-6 Mycotoxines et germes pathogènes dans des fruits à coque et des arachides.....	24
4.7 PP 2023-7 Résidus de pesticides dans des piments.....	26
4.8 PP 2023-8 Résidus de pesticides dans des fruits et des légumes d'Asie .....	27
4.9 PP 2023-9 Substances odorantes interdites dans les parfums .....	30
4.10 PP 2023-10 Salmonelles dans des graines de sésame et de lin et dans de la farine de graines de caroube .....	32
4.11 PP 2023-11 Dioxyde de titane dans des chewing-gums .....	34

## **Introduction**

L'Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires (OSAV) mène tous les ans, à la frontière suisse, plusieurs programmes de contrôle de denrées alimentaires en fonction des risques en collaboration avec l'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières (OFDF) et les autorités cantonales de contrôle des aliments. La Confédération assume ainsi sa responsabilité en matière de contrôle des denrées alimentaires et des objets usuels lors de leur importation, de leur transit et de leur exportation. Avec ces actions effectuées par échantillonnage, l'OSAV entend vérifier que les denrées alimentaires et les objets usuels importés sont conformes à la législation. Les échantillons sont prélevés à la frontière par les douanes ou le Service vétérinaire de frontière (SVF) pour être ensuite analysés par les autorités cantonales de contrôle des denrées alimentaires ou par un laboratoire mandaté. En cas de résultats non conformes, les autorités compétentes prennent les mesures d'exécution qui s'imposent.

# 1. Contrôles aux frontières avec la douane

## 1.1 Programme prioritaire réalisé avec la douane

En 2023, 394 échantillons ont été prélevés à la frontière et analysés par les laboratoires cantonaux dans le cadre de 11 campagnes prioritaires. 47 échantillons (12 %) ont été contestés (Tab. 1).

Tableau 1 : Vue d'ensemble des campagnes prioritaires 2023

PP	Produit	Pays d'origine	Paramètres d'analyse / Danger	Laboratoire cantonal	Nombre d'échantillons prélevés	Nombre d'échantillons contestés	Taux de contestation (%)
2023-1	Lingettes humides pour bébé	Europe	Microbiologie	SG	39	0	0%
2023-2	Pseudo-céréales telles que le quinoa, le chia, l'amarante, le sarrasin	Focus sur l'Amérique du Sud	Résidus de pesticides	ZH	43	9	21 %
2023-3	Aubergines	Focus sur la Turquie	Résidus de pesticides	TI	41	4	10 %
2023-4	Fruits et légumes	Asie	Résidus de pesticides	GE	40	2	5 %
2023-5	Huile de palme	Afrique de l'Ouest, Asie	Colorants Sudan	TG	7	1	14 %
2023-6	Arachides et fruits à coque décortiqués prêts à la consommation	Monde entier	Mycotoxines et microbiologie	ZG	30	1	3%
2023-7	Piments	Focus sur la Chine	Résidus de pesticides	BE	41	1	2 %
2023-8	Fruits et légumes	Asie	Résidus de pesticides	AG	40	10	25 %
2023-9	Produits cosmétiques contenant des parfums	Pays hors UE, focus sur la Turquie	Parfums interdits	SG	47	18	38 %
2023-10	Graines de sésame, de lin, farine de graines de caroube	Inde, Thaïlande, Chine, Ouganda	Salmonelles	FR	26	0	0%
2023-11	Chewing-gum	Pays hors UE, focus sur le Royaume-Uni	Oxyde de titane	LU	40	1	3 %
<b>Somme</b>					<b>394</b>	<b>47</b>	<b>12 %</b>

#### 1.1.1 PP 2023-1 *Pseudomonas aeruginosa* et *Staphylococcus aureus* dans des lingettes humides pour bébés

L'objectif de la campagne était de déterminer si les lingettes pour bébé importées, susceptibles d'entrer en contact avec les zones de la peau blessées, irritées ou écorchées des nourrissons et des jeunes enfants, étaient contaminées par les bactéries *Pseudomonas aeruginosa* ou *Staphylococcus aureus*. Pour les germes *Staphylococcus aureus* et *Pseudomonas aeruginosa*, la valeur est « non décelable dans 1 g ». Un échantillon dans lequel aucun germe n'a été détecté n'a été considéré comme « négatif dans 1 g » que si le test d'aptitude réalisé en même temps s'est avéré positif, c'est-à-dire s'il a été prouvé que le germe s'est multiplié après l'inoculation artificielle de l'échantillon parallèle et qu'il a pu être isolé et mis en évidence sur le milieu sélectif.

En janvier 2023, 39 échantillons de lingettes humides pour bébés ont été collectés. Ils provenaient de 8 pays (Allemagne, Pologne, Espagne, Hongrie, Grèce, Pays-Bas, Bulgarie et Chine). Alors que le test d'aptitude s'est révélé positif pour les 39 produits analysés, la présence de *Pseudomonas aeruginosa* ou de *Staphylococcus aureus* n'a pu être décelée dans aucun de ces échantillons.

#### 1.1.2 PP 2023-2 Résidus de pesticides dans des pseudo-céréales comme le quinoa, le chia, l'amarante ou le sarrasin

Cette campagne visait à contrôler en fonction des risques, en février 2023, des lots de pseudo-céréales pour déterminer s'ils contenaient ou non un large éventail de résidus de pesticides. Les analyses ont porté non seulement sur les résidus recherchés à l'aide des méthodes multi-analytes habituelles, mais aussi sur des substances très polaires. On décèle de temps en temps des résidus de pesticides dans les pseudo-céréales d'Amérique du Sud et d'Asie, car certains pays utilisent encore d'anciennes substances actives qui ne sont plus autorisées en Suisse. La détection de ces résidus dans des produits biologiques doit être interprétée comme un indice de tromperie.

Au total, 43 échantillons de pseudo-céréales ont été prélevés, 16 provenaient du Pérou, 11, du Paraguay, 8, de Bolivie, 3, d'Inde, 3 autres de France, 1, d'Italie et 1, d'Ukraine. Parmi eux, 25 échantillons de quinoa, 14 de chia et 3 d'amarante, ainsi que 1 échantillon de sarrasin. 34 échantillons provenaient de l'agriculture biologique.

Sur les 43 échantillons analysés, 9 (21 %) ont été contestés en raison de la présence de résidus de pesticides. L'un de ces 9 échantillons, une livraison de quinoa péruvien de culture conventionnelle, a été jugé nocif pour la santé en raison de la présence de résidus de chlorpyrifos. Dans 7 cas, il s'agissait de substances actives polaires, qui ne peuvent être détectées que par la méthode spécifique. Il est donc important de continuer à rechercher les substances actives très polaires en plus des résidus décelés avec les méthodes multi-analytes courantes.

#### 1.1.3 PP 2023-3 Résidus de pesticides dans des aubergines et des poivrons frais de pays extraeuropéens

Dans la mesure où elles sont destinées à la Suisse, État non membre de l'UE, les importations de poivrons et d'aubergines ne font pas l'objet d'un contrôle des résidus de pesticides à la frontière extérieure de l'UE. Raison pour laquelle dans le mois de mars 2023 la douane a prélevé 41 échantillons de différentes variétés de poivrons (14) et d'aubergines (27) frais en provenance de pays extraeuropéens essentiellement de Turquie. Les échantillons ont été analysés au moyen d'une méthode multi-analytes permettant de déterminer la présence de 420 pesticides. Au total, 4 échantillons ont fait l'objet d'une contestation. Le dépassement de la limite maximale de résidus (LMR) le plus significatif sur le plan toxicologique concernait le formétanate (LMR : 0,3 mg/kg) dans un échantillon d'aubergines (variété Kemer) en provenance de Turquie : la teneur mesurée était de 17,95 mg/kg, ce qui laisse supposer un risque pour la santé.

#### 1.1.4 PP 2023-4 Résidus de pesticides dans des fruits et des légumes d'Asie

Cette campagne visait à contrôler si des résidus de pesticides étaient présents dans les fruits et légumes en provenance d'Asie. 40 échantillons ont été prélevés et analysés. Les pays d'origine des échantillons prélevés étaient la Thaïlande (35), le Vietnam (4) et l'Inde (1). Le résultat est 2 échantillons positifs non conformes (5 %).

#### 1.1.5 PP 2023-5 Colorants Sudan dans des huiles de palme

Cette campagne avait pour but d'analyser des huiles de palme orange et rouge provenant d'Afrique et d'Asie et destinées au commerce de détail pour déterminer si elles contiennent des colorants Sudan. De grandes quantités d'huiles de palme raffinées sont utilisées par l'industrie de transformation. Ces huiles perdent leur couleur du fait du processus de raffinage. Elles n'étaient donc pas objet de cette campagne. En mai et juin 2023, la douane suisse a prélevé 20 échantillons d'huile de palme en provenance d'Afrique et d'Asie et les a envoyés au laboratoire cantonal de Thurgovie pour analyse. Malheureusement, malgré l'élargissement des critères de prélèvement d'échantillons, seuls 8 échantillons ont pu être prélevés. Ils provenaient de la République démocratique du Congo (2), de la République de Guinée (4), du Nigeria (1) et du Brésil (1). Un échantillon d'huile de palme provenant de la République de Guinée présentait une concentration de 3,0 mg/kg de Sudan IV. Considéré pas sûr, l'échantillon a été contesté.

#### 1.1.6 PP 2023-6 Mycotoxines et germes pathogènes dans des fruits à coque et des arachides

La campagne douanière avait pour but de vérifier si les arachides et les fruits à coque prêts à la consommation importés en Suisse ne dépassaient pas les teneurs maximales en mycotoxines et en germes pathogènes. Les toxines étudiées étaient les aflatoxines B1, B2, G1, G2 et leur somme, ainsi que les germes pathogènes *Listeria monocytogenes*, *Salmonella* spp. et *E. coli*. Les bureaux de douane ont prélevé des échantillons sur 30 lots importés en juin, dont 8 lots de noix, 7, de noisettes, 6 d'amandes, 5 de noix de cajou et 4 de cacahuètes. Sur les 30 échantillons, 1 (3 %) dépassait les valeurs maximales pour l'aflatoxine B1 et la somme des aflatoxines. Les produits concernés ont été retirés du marché et détruits. Tous les envois étaient conformes en ce qui concerne l'absence de germes pathogènes.

#### 1.1.7 PP 2023-7 Résidus de pesticides dans des piments

Les bureaux de douane ont prélevé 41 échantillons auprès de 13 importateurs différents. Les échantillons provenaient de Turquie (23), de République populaire de Chine (14) et de Thaïlande (4). Les douaniers ont prélevé des piments verts et rouges frais, des piments séchés et en partie broyés, ainsi que du piment et du paprika en poudre, qui ont ensuite été analysés pour déterminer la présence ou non de plus de 560 fongicides, insecticides et acaricides différents. Le très grand nombre de résidus de produits phytosanitaires différents observés sur des produits broyés et séchés est probablement dû au fait que les marchandises de différents lots et de différentes origines sont souvent mélangées dans le produit final. Ce mélange peut aussi avoir pour conséquence que des produits contenant des résidus de pesticides en quantité trop élevée respectent finalement les prescriptions légales du fait de l'ajout de produits non contaminés. Pour tenir compte de la concentration des substances dans les échantillons séchés, un facteur de séchage de 7 a été appliqué à chaque fois. Un échantillon a dû être contesté pour dépassement de la teneur maximale en résidus de chlorméquat (0,038 mg/kg de ce pesticide dans le produit séché). Un éventuel risque pour la santé a heureusement pu être écarté.

#### 1.1.8 PP 2023-8 Résidus de pesticides dans des fruits et des légumes d'Asie

La campagne menée visait à déterminer la situation actuelle de la contamination de fruits et légumes importés d'Asie par les résidus de pesticides de façon exemplaire, sur la base des échantillons. En plus de la détermination des résidus de pesticides, les produits collectés ont également fait l'objet d'une analyse du perchlorate, qui peut être transmis aux fruits et légumes en cas d'utilisation d'eau de lavage chlorée. Au total, 40 échantillons ont été prélevés. Il s'agissait de diverses espèces de

légumes et de fruits en provenance de Thaïlande (32), du Viêtnam (5), du Sri Lanka (2) et d'Inde (1). Sur les 40 échantillons prélevés, 10 (25 %) ont fait l'objet d'une contestation pour dépassement des LMR de pesticides. Ces contestations ne concernaient que des produits en provenance de Thaïlande (9) et du Viêtnam (1). Seul un échantillon d'aubergines provenant de Thaïlande présentait un risque pour la santé. Seuls 3 échantillons contenaient des résidus de perchlorate dans une fourchette de 0,026 à 0,0649 mg/kg.

#### 1.1.9 PP 2023-9 Substances odorantes interdites dans les parfums

Ce sont surtout des produits importés en provenance de pays non membres de l'UE qui ont été échantillonnés en fonction des risques. Les parfums ont été analysés par GC-MS/MS pour détecter la présence de substances odorantes interdites ou allergéniques. 9 échantillons ont été contestés parce que la substance odorante interdite liliale ou Lylal était déclarée sur l'emballage ou détectée dans le parfum. Ces produits ne peuvent être commercialisés en Suisse. 9 autres parfums contenaient des substances odorantes non déclarées sur l'emballage. Ces produits ne peuvent pas être remis aux consommateurs avec l'emballage actuel, car celui-ci ne permet pas à ces derniers de savoir quelles substances odorantes allergéniques sont contenues dans le produit.

#### 1.1.10 PP 2023-10 Salmonelles dans des graines de sésame et de lin et dans de la farine de graines de caroube

Cette campagne visait à détecter des salmonelles dans des graines de sésame et d'oléagineux et dans leurs farines destinées à la consommation humaine et provenant de pays non européens. Les douaniers ont prélevé au total 26 échantillons, dont 14 de graines de sésame et de 12 de graines de lin. Aucun lot de farine de graines de caroube n'a été enregistré dans les bureaux de douane concernés au cours de la période de campagne. Les échantillons de graines de sésame comprenaient des graines de sésame noires, blanches, non décortiquées et décortiquées. Six échantillons provenaient du Kazakhstan, 5 de Thaïlande, 4 de Chine, 3 d'Inde, 2 d'Égypte et 2 du Pakistan, 1 du Guatemala, 1 d'Ukraine, 1 d'Ouganda et 1 d'Afrique du Sud. Aucun des 26 échantillons ne contenait des salmonelles dans 25 g. Cela signifie que tous les lots analysés étaient conformes à cet égard.

#### 1.1.11 PP 2023-11 Dioxyde de titane dans des chewing-gums

Le dioxyde de titane (E171) n'est plus considéré comme un additif alimentaire sûr. Par conséquent, son utilisation comme additif alimentaire est interdite en Suisse depuis l'automne 2022. Comme l'interdiction ne s'applique qu'en Suisse et dans l'UE, les produits provenant de pays tiers peuvent toujours contenir du dioxyde de titane. Cette campagne visait à contrôler la présence de cet additif alimentaire dans les chewing-gums provenant de pays situés hors d'Europe. Quarante échantillons de chewing-gum, répartis en cinq catégories, ont été prélevés à la frontière : du chewing-gum en tube (2), en rouleau (5), en bâtonnets ou en bandes (15), en dragées (14) et de forme spéciale (4). Sur 40 échantillons, un seul a été contesté (2,5 %). L'ajout de dioxyde de titane était correctement déclaré.

## 1.2 Prélèvement d'échantillons individuels sur la base d'un soupçon

En 2023, 2 échantillons individuels ont été prélevés sur la base d'un soupçon à la douane, 1 échantillon (50 %) a été contesté.

L'un des échantillons était un bijou contenant du nickel. Après avoir consulté l'importateur, il s'est avéré qu'il s'agissait d'un bien à usage personnel et non d'une importation commerciale. Ce type de biens est exclu du champ d'application de la loi fédérale sur les denrées alimentaires et les objets usuels. [RS 817.0 - Loi fédérale du 20 juin 2014 sur les ... | Fedlex \(admin.ch\)](#) Art. 2, al. 4, let. b.

Le deuxième échantillon était un lot commercial de snacks pour le Hot Chip Challenge. La marchandise a été analysée. La teneur en capsaïcine se situait dans une fourchette qui ne permettait pas d'exclure un risque pour la santé. La marchandise n'a pas pu être importée. Une notification a été envoyée dans le Rapid Alert System for Food and Feed (RASFF 2023.6804 [Fenêtre RASFF - Détail de la notification \(europa.eu\)](#)). L'OSAV a rédigé un article sur sa page d'accueil dans la rubrique « Zoom sur certains aliments » sur le thème « Aliments extrêmement pimentés » (voir lien : [Aliments extrêmement pimentés.ch](#))



## 2 Contrôles renforcés de denrées alimentaires d'origine végétale aux aéroports

Des contrôles renforcés de certaines denrées alimentaires d'origine végétale sont effectués en Suisse depuis octobre 2020<sup>1</sup>.

En 2023, 1517 lots de denrées alimentaires d'origine végétale ont été importés en Suisse. Parmi eux, 20,4 % ont transité par l'aéroport de Genève et 79,6 %, par l'aéroport de Zurich. En tout, 268 lots ont été analysés en tant qu'échantillons officiels dans un laboratoire accrédité. 91 % des échantillons analysés ont donné des résultats satisfaisants, et 9 %, des résultats non satisfaisants. Ces derniers lots ont été éliminés conformément aux prescriptions. Parmi les échantillons analysés, un l'a été pour les aflatoxines et 267 autres pour les résidus de pesticides (tab. 2).

Tableau 2 : Vue d'ensemble des contrôles renforcés de denrées alimentaires d'origine végétale aux aéroports de ZH et GE (résultats présentés en ordre décroissant des échantillons prélevés)

Produit	Pays d'origine	Danger	Échantillons prélevés	Échantillons contestés	Taux de contestation %
Piments (Capsicum spp. )	Inde, Thaïlande, Ouganda, Viêtnam, Kenya, Rwanda	Résidus de pesticides	128	11	9 %
Moringa oleifera	Inde	Résidus de pesticides	31	5	16 %
Haricots (Phaseolus vulgaris)	Kenya	Résidus de pesticides	24	1	4,0 %
Ocimum basilicum	Israël, Viêtnam	Résidus de pesticides	20	0	0 %
Gombo (Abelmoschus esculentus)	Inde	Résidus de pesticides	18	1	5 %
Aubergines	République dominicaine	Résidus de pesticides	13	0	0 %
Pitahaya / Hylocereus spp.	Viêtnam	Résidus de pesticides	12	1	8 %
Psidium guajava	Inde	Résidus de pesticides	11	3	27 %
Mukunuwenna	Sri Lanka	Résidus de pesticides	4	3	75%
Feuilles de coriandre	Viêtnam	Résidus de pesticides	2	0	0 %
Grenadilles	Colombie	Résidus de pesticides	2	0	0 %
Gotukola	Sri Lanka	Résidus de pesticides	1	0	0 %
Thé	Chine	Résidus de pesticides	1	0	0 %
Pistaches	Iran	Aflatoxines	1	0	0 %
<b>Somme</b>			<b>268</b>	<b>25</b>	<b>9 %</b>

<sup>1</sup> [Renforcement des contrôles aux frontières pour certaines denrées alimentaires végétales \(admin.ch\)](#)<sup>2</sup> Une partie des 68 lots contrôlés ont été analysés selon plusieurs paramètres (par ex. 3 métaux lourds : mercure, cadmium et plomb).

### 3 Contrôle vétérinaire aux frontières en cas d'importation de denrées alimentaires d'origine animale en provenance de pays tiers

En 2023, 68 lots de denrées alimentaires d'origine animale transportés par voie aérienne ont fait l'objet d'un contrôle physique assorti d'analyses en laboratoire. Ces contrôles physiques avec analyses en laboratoire se basent sur 4 critères différents indiqués ci-dessous :

- Programme de contrôles par sondage en fonction des risques : 5 campagnes ont été réalisées ainsi.
  - 2023-01 : Biotoxines marines dans des mollusques bivalves
  - 2023-02 : Médicaments vétérinaires (antibiotiques, anthelminthiques, anabolisants, sédatifs, bêta-bloquants) dans la viande de bœuf
  - 2023-03 : Analgésique phénylbutazone et cadmium, un métal lourd, dans la viande chevaline
  - 2023-04 : Métaux lourds (plomb, cadmium et mercure) et authenticité des poissons prédateurs
  - 2023-05 : Bactérie *Listeria monocytogenes* dans du saumon fumé
- Contrôles renforcés : des échantillons de marchandises provenant de certaines entreprises qui doivent faire l'objet de contrôles renforcés à la suite d'infractions à la législation alimentaire auparavant ;
- Soupçons : sur place, le SVF peut, en tout temps, décider qu'un lot doit être échantillonné sur la base d'un soupçon.
- Mesures de protection : en cas d'apparition d'un foyer d'épizootie ou d'autres risques, des restrictions ou des interdictions supplémentaires peuvent être édictées pour les importations d'animaux et de produits animaux depuis des pays tiers. Les restrictions et les interdictions actuellement en vigueur pour les animaux et les produits animaux sont énumérées dans le document « Liste des pays et mesures de sauvegarde » sur le site Internet de l'OSAV. [Mesures de protection concernant les importations provenant de l'UE \(admin.ch\)](#)

En 2023, 218 échantillons<sup>2</sup> ont fait l'objet d'analyses dans le cadre du programme de contrôles par échantillonnage en fonction des risques, 2 échantillons dans le cadre des contrôles renforcés et aucun sur la base d'un soupçon. Un échantillon de moules provenant de Turquie a été analysé pour *E. coli* et les biotoxines marines suite à une mesure de protection<sup>3</sup>. (Tableau 3)

Parmi les lots analysés, aucun n'a été jugé non conforme.

---

<sup>2</sup> Une partie des 68 lots contrôlés ont été analysés selon plusieurs paramètres (par ex. 3 métaux lourds : mercure, cadmium et plomb).

Concernant les **mollusques congelés**, des analyses doivent être effectuées aux postes d'inspection frontaliers afin d'établir la contamination par *Escherichia coli*. Concernant les **mollusques congelés ou transformés**, des analyses doivent être effectuées aux postes d'inspection frontaliers afin de détecter la présence de biotoxines marines. Les produits restent sous supervision des autorités compétentes au poste d'inspection frontalier concerné jusqu'à ce que les résultats des contrôles soient reçus et évalués. Tous les coûts seront supportés par l'importateur. Règlement d'exécution (UE) 2022/478<sup>4</sup> [RS 817.024.1 - Ordonnance du DFI du 16 décembre... | Fedlex \(admin.ch\)](#)

Motif du prélèvement	Programme	Description du produit	Paramètre d'analyse	Échantillons prélevés	Échantillons non conformes
Programme d'échantillonnage	2023-01	Mollusques bivalves	Biotoxines marines	14	0
	2023-02	Viande de bœuf	Agents anabolisants	29	0
			Antibiotiques	29	0
			Anthelminthiques	29	0
			Bêta-bloquants	29	0
			Sédatifs	29	0
	2023-03	Viande chevaline	Phénylbutazone	4	0
			Cadmium	4	0
	2023-04	Poissons carnassiers	Plomb	14	0
			Cadmium	14	0
			Mercure	14	0
			Authenticité	5	0
	2023-05	Saumon fumé	<i>Listeria monocytogenes</i>	4	0
Contrôles renforcés	Thon		Histamine*	1	0
	Lutjanus malabaricus			1	0
Suspicion		aucun échantillon	n.a.	0	0
Mesures (de protection)	Provenance de Turquie	Moules	Biotoxines marines	1	0
			<i>Escherichia coli.</i>	1	0
<b>Total</b>				<b>222</b>	<b>0</b>

\* L'histamine est un indicateur de poisson avarié. Les poissons à forte teneur en histamine sont associés à ce que l'on appelle l'intoxication aux poissons de la famille des scombridés. De plus, l'histamine a un potentiel allergénique. L'ordonnance sur l'hygiène<sup>4</sup> fixe des teneurs maximales en histamine pour les produits de la pêche issus d'espèces de poissons à forte teneur en histidine.

<sup>4</sup> [RS 817.024.1 - Ordonnance du DFI du 16 décembre... | Fedlex \(admin.ch\)](#)

## 4 Annexe : rapports sur les différents programmes prioritaires des autorités cantonales de contrôle des denrées alimentaires

Les différents rapports sont rédigés par les autorités cantonales compétentes chargées du contrôle des denrées alimentaires. Ils sont reproduits ici tels quels dans la langue originale.

### 4.1 PP 2023-1 *Pseudomonas aeruginosa* et *Staphylococcus aureus* dans des lingettes humides pour bébés

Rapport de l'Office de la protection des consommateurs (Amt für Verbraucherschutz) du Canton de Saint-Gall pour l'OSAV

Anzahl untersuchte Proben: 39

Beanstandet: 0

#### Ausgangslage

Kosmetika gehören zu den Gebrauchsgegenständen, die neben vielen anderen Mindestanforderungen auch mikrobiologische Qualitätskriterien erfüllen müssen. Die mikrobiologische Produktsicherheit von Kosmetika muss eine gesundheitliche Gefährdung ausschliessen (1). Für eine schweizweite Zollkampagne untersuchte das Kantonale Labor am Amt für Verbraucherschutz und Veterinärwesen des Kantons St. Gallen 39 unterschiedliche Produkte von Babyfeuchttüchern, welche in der Schweiz verwendet werden. In 2022 sorgte *Pseudomonas aeruginosa* in Feuchttüchern für Infektionen in 339 Patienten in Norwegen (3)

*Pseudomonas aeruginosa* ist ein opportunistisch pathogenes Bakterium, welches unter anderem für dermatologische Erkrankungen verantwortlich ist, wie zum Beispiel: Whirlpool- Dermatitis, Hot-Foot-Syndrom oder Otitis externa (1). Darüber hinaus sind *Pseudomonas aeruginosa* und *Staphylococcus aureus* die meist isolierten Bakterien aus chronischen Wunden, da sie die Wundheilung beeinträchtigen und häufig Resistenzen gegen Antibiotika generieren. *Staphylococcus aureus* wird in solchen Fällen eher an der Wundoberfläche gefunden und *Pseudomonas aeruginosa* häufiger in der Tiefe der Wunde (2).

Babyfeuchttücher werden im Normalgebrauch bei Säuglingen und Kleinkindern verwendet, um die Intimzone zu reinigen. Durch das ständige Tragen von Windeln ist die Haut in diesen Zonen häufig gereizt und kleinere Wunden können vorhanden sein. Dies ergibt ein ideales Klima für die Ansiedlung und Verbreitung von Bakterien. Zusätzlich wird bei Produkten für Säuglinge und Kleinkinder gerne damit geworben, dass wenige oder keine Konservierungsstoffe verwendet werden. Wenn nun also die *Pseudomonas aeruginosa* oder *Staphylococcus aureus* schon in den Babyfeuchttüchern enthalten sind, diese durch den spärlichen Gebrauch von Konservierungsstoffen sich weiter entwickeln können und so auf die sensible Haut von Säuglingen und Kleinkindern gelangt, dann kann dies ein Gesundheitsrisiko sein.

#### Untersuchungsziele

Das Ziel der Kampagne war es festzustellen, ob importierte Babyfeuchttücher, welche in Kontakt kommen können mit wunden, gereizten oder verletzten Hautstellen von Säuglingen und Kleinkindern mit den Bakterien *Pseudomonas aeruginosa* oder *Staphylococcus aureus* kontaminiert sind.

#### Gesetzliche Grundlagen

Gemäss Art. 5 Bst. b des Bundesgesetzes über Lebensmittel und Gebrauchsgegenstände (LMG, SR 817.0) gelten kosmetische Mittel als Gebrauchsgegenstände. Diese dürfen gemäss Art. 15 LMG nur in den Verkehr gebracht werden, wenn sie sicher sind. Spezielle Anforderungen an Kosmetika betreffend die mikrobiologische Qualität sind in der Verordnung des EDI über kosmetische Mittel

(VKos, SR 817.023.31) geregelt, die sich an die europäische Verordnung (EG) Nr. 1223/2009 (4) anlehnt: gemäss Art. 12, Abs. 1-3, der VKos sind kosmetische Mittel so herzustellen, dass die Anforderungen an Hygiene und Sauberkeit erfüllt sind. Die Herstellung kosmetischer Mittel erfolgt im Einklang mit der guten Herstellungspraxis. Diese wird vermutet, wenn die Herstellung der kosmetischen Mittel gemäss den betreffenden Normen, insbesondere EN ISO 22716:2007 Kosmetik – gute Herstellungspraxis (GHP) – Leitfaden zur guten Herstellungspraxis (5) erfolgt. Was dies in mikrobiologischer Hinsicht bedeutet wird in den Erläuterungen zur VKos des BLV spezifiziert (6). In Anhang 5 der VKos ist erwähnt, dass jedem kosmetischen Mittel ein Sicherheitsbericht beiliegen muss. Dabei erfordern kosmetische Mittel, die in der Nähe der Augen, auf Schleimhäuten im Allgemeinen, auf geschädigter Haut, bei Kindern im Alter von unter drei Jahren, bei älteren Menschen und bei Menschen mit eingeschränkter Immunantwort angewendet werden, besondere Aufmerksamkeit bezüglich ihrer mikrobiologischen Spezifikation.

In der Norm EN ISO 17516:2014, Kosmetische Mittel – Mikrobiologie – Mikrobiologische Grenzwerte (7) sind die maximal zulässigen Höchstwerte für die verschiedenen für Kosmetika relevanten Mikroorganismen genannt. Für die in dieser Kampagne untersuchten Keime, *Staphylococcus aureus* und *Pseudomonas aeruginosa*, gilt gemäss dieser Norm, die im Zusammenhang mit der GHP zur Anwendung kommt, der Wert "nicht nachweisbar in 1 g".

### **Probenbeschreibung und Prüfverfahren**

Im Januar 2023 wurden 39 Proben von Babyfeuchttüchern an 10 verschiedenen Zollstellen erhoben. Diese Proben stammten aus 8 Herkunftsländer (Deutschland, Polen, Spanien, Ungarn, Griechenland, Niederlande, Bulgarien und China).

Die Probenuntersuchung erfolgte nach EN ISO 22717:2015 (8). Dabei wurde jeweils 1 g der Probe in Eugon Broth 100 resuspendiert. Diese ausgesprochen nährstoffreiche, nicht-selektive Bouillon enthält die Zusatzstoffe Lecithin und Polysorbat 80, die Hemmstoffe neutralisieren, sowie das Dispergiermittel Octoxinol 9. Nach der Anreicherung über Nacht bei 30°C wurde der Organismus auf selektiven Cetrimid Agarplatten zu Einzelkolonien ausgestrichen, um diese dann massenspektroskopisch mittels MALDI-TOF (ein Verfahren, das die Matrix-Assistierte Laser-Desorption-Ionisierung (MALDI) mit der Flugzeitanalyse (engl. time of flight, TOF) kombiniert) zu bestätigen. Zur Kontrolle, ob das Anreicherungsmedium dazu geeignet ist, dass sich darin der Keim aus einer spezifischen Probe auch tatsächlich vermehren lässt, wurde jede Probe doppelt angesetzt. Der Ansatz der Eignungsprüfung wurde mit einer vorgegebenen Menge an *Pseudomonas aeruginosa*- Keimen und *Staphylococcus aureus*-Keimen beimpft und parallel zur Probe weiter behandelt. Eine Probe, in der keine Keime nachgewiesen wurden, galt erst dann als "negativ in 1 g", wenn gleichzeitig die Eignungsprüfung positiv ausfiel, d.h. wenn nachgewiesen wurde, dass der Keim nach dem künstlichen Beimpfen der Parallelprobe angereichert und auf dem Selektivmedium isoliert und nachgewiesen werden konnte.

### **Ergebnisse und Massnahmen**

Während bei allen 39 untersuchten Produkten die Eignungsprüfung positiv ausfiel, konnte in keiner der Proben *P. aeruginosa* nachgewiesen werden. Es erfolgten keine Beanstandungen.

### **Fazit (insbesondere gesundheitliche Aspekte)**

Aus den vorliegenden Resultaten kann geschlossen werden, dass Babyfeuchttücher kein besonders grosses Gesundheitsrisiko betreffend der Keime *Pseudomonas aeruginosa* und *Staphylococcus aureus* darstellen.

## Referenzen

- (1) Spornovasilis, N., Psychogiou, M., & Poulakou, G. (2021). Skin manifestations of *Pseudomonas aeruginosa* infections. *Current opinion in infectious diseases*, 34(2), 72–79.  
<https://doi.org/10.1097/QCO.0000000000000717>
- (2) Serra, R., Grande, R., Butrico, L., Rossi, A., Settimio, U. F., Caroleo, B., ... & De Franciscis, S. (2015). Chronic wound infections: the role of *Pseudomonas aeruginosa* and *Staphylococcus aureus*. *Expert review of anti-infective therapy*, 13(5), 605-613.  
–
- (3) Gravningen, K., Kacelnik, O., Lingaas, E., Pedersen, T., & Iversen, B. G. (2022). *Pseudomonas aeruginosa* countrywide outbreak in hospitals linked to pre-moistened non-sterile washcloths, Norway, October 2021 to April 2022. *Eurosurveillance*, 27(18), 2200312.  
–
- (4) EG: Verordnung (EG) Nr. 1223/2009 des Europäischen Parlaments und des Rates über kosmetische Mittel (2009)  
–
- (5) EN ISO 22716:2007 Kosmetik – gute Herstellungspraxis (GMP) – Leitfaden zur guten Herstellungspraxis  
–
- (6) Erläuterungen zur Verordnung des EDI über kosmetische Mittel (VKos). 011.3/2018/00068 \ COO.2101.102.4.890756 - 205.01.00.11 VL.  
–
- (7) EN ISO17516:2014, Kosmetische Mittel – Mikrobiologie – Mikrobiologische Grenzwerte  
–
- (8) EN ISO 22717:2015. Kosmetische Mittel – Mikrobiologie – Nachweis von *Pseudomonas aeruginosa*.

## 4.2 PP 2023-2 Résidus de pesticides dans des pseudo-céréales comme le quinoa, le chia, l'amarante ou le sarrasin

Rapport du Laboratoire Cantonal de Zurich pour l'OSAV

Anzahl untersuchte Proben: 43

Beanstandet: 9 (21 %)

### Ausgangslage

Pestizidrückstände in Pseudogetreide aus Südamerika und Asien fallen immer wieder mal auf, da in bestimmten Ländern noch alte, in der Schweiz nicht mehr zugelassene Wirkstoffe eingesetzt werden. In Bio-Produkten sind Rückstände als täuschend zu bewerten. In solchen Fällen muss dem Verdacht auf eine Anwendung nachgegangen werden (gemäss Weisung zum Vorgehen bei Rückständen im Bio-Bereich). Aufgrund von vermehrten Rückstandsfällen hat das BLW dieses Jahr die Zertifizierungsstellen angewiesen, Lieferungen von Bio-Quinoa aus Peru und Bio-Chia aus Paraguay mit einer Frequenz von mindestens 10 % auf Rückstände untersuchen zu lassen.

### Untersuchungsziele

Für die risikoorientierte Untersuchung wurden mit dieser Kampagne Sendungen von Pseudogetreide im Februar 2023 auf ein breites Spektrum von Pestizidrückständen überprüft. Zusätzlich zu den üblichen Multimethoden wurden sehr polare Substanzen analysiert.

### Gesetzliche Grundlagen

LMG, VPRH, Weisung zum Vorgehen bei Rückständen im Bio-Bereich

### Prüfverfahren

Die Proben wurden mit Flüssigstickstoff tiefgefroren homogenisiert (Cryomilling) und mit LC-MS/MS (Methode Z2200) und GC-MS/MS (Z2100) auf etwa 550 Pestizidrückstände untersucht (die Messunsicherheit betrug  $\pm 30$  %, die Bestimmungsgrenzen waren je nach Wirkstoff unterschiedlich). Zusätzlich wurden alle Proben mittels LC-MS/MS (Methode Z2220) auf Rückstände von polaren Pestiziden (inkl. Bromid) untersucht (bei einer Messunsicherheit von  $\pm 30$  % und unterschiedlichen Bestimmungsgrenzen, je nach Wirkstoff).

### Probenbeschreibung

Insgesamt wurden 43 Proben aus Peru (16 Proben), Paraguay (11), Bolivien (8), Indien (3), Frankreich (3), Italien (1) und der Ukraine (1) aus Sendungen von Importeuren durch den Zoll erhoben. Darunter waren 25 Quinoa-, 14 Chia- und 3 Amarant-Proben, sowie eine Probe von Buchweizen. Aus biologischer Landwirtschaft stammten 34 der Proben. Vereinzelt wurden auch zusammengesetzte Waren wie, Tricolore Quinoa, beprobt. Die Rohmassen der Lieferungen belief sich auf knapp 73 Tonnen.

### Ergebnisse und Massnahmen

9 der 43 (21 %) von uns untersuchten Proben waren wegen Pestizidrückstände zu beanstanden. Eine dieser 9 Proben, eine Lieferung peruanischen Quinoas aus konventionellem Anbau, wurde wegen Rückständen von Chlorpyrifos als gesundheitsschädigend beurteilt. Zudem lag der Chloratgehalt in der Probe über dem Rückstandhöchstgehalt (RHG). In Absprache mit dem für den Importeur zuständigen Kantonalen Labor wurde deshalb verfügt, dass diese Ware aus dem Verkauf zurückgezogen werden muss.

Die anderen 8 Beanstandungen betrafen 7 Proben von Quinoa und eine Probe von Buchweizen aus angeblich biologischem Anbau, die die Interventionswerte für biologische Waren überschritten. Eine dieser Proben, eine Probe Bio-Quinoa aus Peru, war derart stark belastet, dass selbst die RHG der Fungizide Carbendazim und Phosphonsäure (als Summe Fosetyl) mehr als dreifach überschritten waren.

In 7 weiteren Fällen waren die Interventionswerte für Bio-Waren überschritten. Viermal war der Bromidgehalt in Bio-Quinoa aus Peru über dem Interventionswert von 5 mg/kg, zweimal waren Rückstände des Insektizids Cypermethrin in bolivianischem Bio-Quinoa auffällig und eine Probe Bio-Buchweizen aus der Ukraine wies Rückstände des Pflanzenregulators Mepiquat knapp über dem Interventionswert von 0.01 mg/kg auf.

Quinoa wird nach der Ernte desaponiert. Wir gehen davon aus, dass bei diesem Verarbeitungsschritt Cypermethrin als nicht-systemischer und apolarer Wirkstoff in signifikanten Mengen entfernt wird. Die Importeure wurden aufgefordert, einen entsprechenden Verarbeitungsfaktor zu dokumentieren, um den Einfluss dieses wichtigen Verarbeitungsschritts aufzuzeigen.

Tiefe Konzentrationen von Bromid konnten in fast allen Proben festgestellt werden. Solche Gehalte entsprechen dem geologischen Hintergrund und somit der natürlichen Belastung mit Bromid. Eine Anwendung von Methylbromid ist unwahrscheinlich. Bei den 4 stärker mit Bromid belasteten Proben von Quinoa aus Peru werden Abklärungen aufzeigen, ob eine Behandlung nach der Ernte mit Methylbromid die Ursache sein könnte.

Das kationische Mepiquat, wie auch das anionische Chlorat, Bromid oder die Phosphonsäure, werden kaum im Rahmen der Selbstkontrolle untersucht, da sie nur mit der Methode für sehr polare Wirkstoffe erfasst werden und mit den üblichen Multimethoden nicht gemessen werden können. Somit sind solche Wirkstoffe üblicherweise bei Handelskontrollen nicht im Untersuchungsspektrum enthalten und ein Missbrauch wahrscheinlicher als bei Substanzen nach denen regelmässig gesucht wird.

Insgesamt wurden 22 verschiedene Substanzen nachgewiesen (Tab. 1). Die am häufigsten festgestellten Wirkstoffe ausser Bromid waren Perchlorat, Cypermethrin, Carbendazim, Chlorpyrifos und Piperonylbutoxid.

### ***Fazit (insbesondere gesundheitliche Aspekte)***

In 9 der 43 Proben konnten keine Rückstände festgestellt werden. Bei den meisten nachgewiesenen Rückständen handelte es sich um kleine Mengen von Bromid geologischen Ursprungs. Rückstände des nicht mehr zugelassenen, toxikologisch problematischen OP-Insektizids Chlorpyrifos liessen sich 6-mal nachweisen, wobei nur in einer Probe der RHG (0.01 mg/kg) überschritten wurde. Von den 43 Proben waren 9 (21 %) aufgrund von erhöhten Rückständen zu beanstanden. In 7 Fällen waren polare Wirkstoffe betroffen, die nur mit der Methode für sehr polare Substanzen erfasst werden können. Daher ist es wichtig, weiterhin zusätzlich zu den gängigen Multimethoden auch die sehr polaren Wirkstoffe zu kontrollieren.



Tab 1: Häufigkeitsverteilung der Rückstände (\* beanstandete Proben)

Bromid*	25
Perchlorat	10
Cypermethrin*	9
Carbendazim*	8
Chlorpyrifos*	6
Piperonylbutoxid	5
ETU	2
Lambda-Cyhalothrin	2
Malathion	2
Metalaxyl	2
Azoxystrobin	1
Boscalid	1
Chlorat*	1
Diafenthiuron	1
Emamectin-benzoat B1a	1
Ethirimol	1
Flubendiamid	1
Mepiquat *	1
Phosphonsäure*	1
Pirimiphos-methyl	1
Propamocarb	1
Thiamethoxam	1

### 4.3 PP 2023-3 Résidus de pesticides dans des aubergines et des poivrons frais de pays extraeuropéens (avec un accent sur la Turquie)

Rapport du Laboratoire Cantonal du Tessin pour l'OSAV

Untersuchte Proben: 41

Beanstandete Proben: 4 (10 %)

#### Ausgangslage

Im europäischen Lebensmittel-Alarmsystem RASFF (Rapid Alert System for Food and Feed) sind im Zusammenhang mit Pestizidrückständen in frischen Auberginen und Gemüsepaprika aus Ländern ausserhalb Europas regelmässige Meldungen zu



verzeichnen. Dabei handelt es sich grösstenteils um Rückweisungen bei der Einfuhr der Waren («border rejection») an der EU-Aussengrenze mit dem Vermerk «risk decision: serious».

#### Untersuchungsziel

Die Importe von Gemüsepaprika und Auberginen, sofern diese für die Schweiz als Nicht-EU-Mitgliedstadt bestimmt sind, werden an der EU-Aussengrenze nicht auf Pestizidrückstände kontrolliert. In Zusammenarbeit mit dem Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen (BLV) und dem Bundesamt für Zoll und Grenzsicherheit (BAZG) wurde daher im Rahmen des Schwerpunktprogramms an der Grenze wie in den Vorjahren eine entsprechende Untersuchungskampagne durchgeführt. Dabei sollte in erster Linie die Situation bezüglich Pestizidbelastung der aus Ländern ausserhalb Europas (mit Fokus Türkei) in die Schweiz importierten Waren abgeklärt werden.

Der Schwerpunkt der Kampagnen aus 2022 wurde grösstenteils übernommen und fortgesetzt. Dieses Jahr lag der Schwerpunkt jedoch zunächst auf Auberginen und später auf verschiedenfarbigen Paprika (grün, gelbgrün, gelb, rot). Die Probennahmen erfolgten gezielt gemäss einem vorgängig ausgearbeiteten Risikoprofil. Gestützt auf die Vorgaben des BAZG waren für die Probenerhebung alle Zollstellen betroffen (Aktionsdauer: 01.03 bis 04.05.2023). Alle erhobenen Proben stammten aus Ländern ausserhalb Europas, vor allem aus Türkei aber auch aus "Übersee"-Ländern wie Mexico, und wurden zur Analyse auf Pestizide an das Laboratorio cantonale del Ticino geschickt.

#### Gesetzliche Grundlagen

Die Beurteilung der Resultate erfolgte gemäss der Verordnung über die Höchstgehalte für Pestizidrückstände in oder auf Erzeugnissen pflanzlicher und tierischer Herkunft (VPRH, Stand am 15 Oktober 2022, Anhang 2).

#### Probenbeschreibung und Prüfverfahren

Ab März 2023 wurden an schweizerischen Zollstellen insgesamt 41 Proben verschiedener frischer Paprikasorten (14) und Auberginen (27) aus Ländern ausserhalb Europas erhoben. Der grösste Teil der erhobenen Proben stammte von 12 Versendern. Die beprobten Warenlieferungen nach Zoll-Erhebungsrapporten entsprachen einer Gesamtimportmenge von rund 21'421 kg Gemüsepaprikasorten und 18'335 kg Auberginen. Bei den 14 erhobenen Gemüsepaprikaprobe n handelte es sich um verschiedenfarbigen (grün, gelbgrün - gelb, rot) frische Sorten. Die Untersuchungen umfassten die Analysen der Proben mittels einer LC-MS/MS- und einer GC-MS/MS-Pestizid-Multimethode (420 Pestizide).

## Ergebnisse und Massnahmen

Insgesamt 4 Proben waren zu beanstanden: eine Aubergine Thai aus Mexico, infolge RHG-Überschreitung für Clorfenapir (0.022 mg/kg, RHG: 0.01 mg/kg); eine Aubergine Kemer aus der Türkei, infolge RHG-Überschreitung für Formetanat 17.952 mg/kg, RHG: 0.3 mg/kg); eine Aubergine Platlican, Sorte Kemer aus der Türkei, infolge RHG-Überschreitung für Flutriafol (0.022 mg/kg, RHG: 0.01 mg/kg) und eine rote Gemüsepaprika aus der Türkei, infolge RHG-Überschreitung für Tebufenpirad (0.129 mg/kg, RHG: 0.01 mg/kg). Eine gelbe Gemüsepaprika wurde trotz RHG-Überschreitung für Flonicamid (0.325 mg/kg, RHG: 0.3 mg/kg) aufgrund der Messunsicherheit nicht beanstandet.

Die toxikologisch signifikanteste RHG-Überschreitung betraf Formetanat (RHG: 0.3 mg/kg) in eine Probe Aubergine (Kemer) aus der Türkei. Bei der Überschreitung der geltenden Rückstandshöchstgehalte muss beurteilt werden, ob ein Risiko für die Gesundheit besteht. Dazu wird die Expositionsabschätzung auf der Basis des PRIMo (Pesticide Residue Intake Model) der EFSA berechnet. Nach Auswertung, zeigte diese Probe mit ein Formetanatgehalt von 17.95 mg/kg die Überschreitung der entsprechende ARfD-Werte (8976% für Kinder und 7935% für Erwachsene)! Bei einer Ausschöpfung der ARfD von über 100 % ist in der Regel von einem Risiko für die Gesundheit auszugehen. Aus diesem Grund wurde eine RASFF- Meldung erstellt.

Insgesamt enthielten alle Gemüsepaprikaprobe 1 bis 12 verschiedenen Wirkstoffen gleichzeitig (vor allem bei roten und grünen frischen Paprika) während 21 von 27 Auberginen enthielten 1 bis 5 verschiedene Wirkstoffe. Die im Rahmen dieser Untersuchungen nachgewiesenen Rückstände stammten von 32 verschiedenen Pestiziden. 8 Auberginen waren hingegen rückstandsfrei oder mit Rückstandsgehalten tiefer als 0.01 mg/kg. Die Beurteilung der Rückstandssituation ergibt, dass sowohl in Auberginen- als auch in Gemüsepaprikaprobe Pestizidrückstände über dem RHG nachgewiesen wurden. Wie bereits in früheren Kampagnen beobachtet, waren Gemüsepaprikaprobe mit Rückständen einer hohen Anzahl verschiedener Pestizide gleichzeitig vorhanden (s. Tabelle 1).

Tabelle 1: Anzahl erhobener grüner, gelber und roter Paprikaprobe bzw. Auberginen; Beanstandungsquoten und Anzahl Probe mit ARfD-Werte >100%; Max. gleichzeitig vorhandenen Rückstände unterschiedlicher Pestizide

Anzahl	Gemüsepaprika				Auberginen
	Rot	Grün	Gelb	Mix	
Probe	9	2	2	1	27
RHG-Überschreitungen	1	-	1*	-	3
Probe mit ARfD-Werte >100%;	-	-	-	-	1
Max. Rückstände unterschiedlicher Pestizide	12	10	4	3	5

\* nicht beanstandet aufgrund der Messunsicherheit

## Fazit

Bei dieser Kampagne im Rahmen des Schwerpunktprogramms an der Grenze 2023 wurden frische Gemüsepaprikasorten und Auberginen ausschliesslich aus Ländern ausserhalb Europas, darunter auch sogenannten "Übersee"-Ländern wie Mexico, erhoben. Die Beanstandungsquote (10%, darunter 7% Auberginen und 3% Gemüsepaprikasorten) ist vergleichbar mit der entsprechenden Kampagne (13%) von 2022. Paprikaprobe, vor allem rote und grüne Sorten, weisen öfters als Auberginen verschiedenen Wirkstoffen gleichzeitig auf. Aus toxikologischer Sicht war Formetanat der relevanteste Wirkstoff. Für eine Aubergine aus der Türkei gab es die erhebliche Überschreitung der entsprechenden ARfD-Werte, was zu einer RASFF- Meldung führte. Das Ergebnis der Kampagne rechtfertigt die Fortsetzung der Überwachung auf Pestizidrückstände in Importwaren, im Falle frischen Auberginen und Gemüsepaprika aus Ländern ausserhalb Europas.

#### 4.4 PP 2023-4 Résidus de pesticides dans des fruits et des légumes d'Asie

Rapport du Service de la Consommation et des Affaires Vétérinaires du canton de Genève pour l'OSAV

*nombre d'échantillons analysés: 40      contestés: 2*

##### **Situation de départ**

En collaboration avec l'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières (OFDF) une campagne de contrôle des fruits et légumes en provenance d'Asie et de la République Dominicaine a été organisée. 40 échantillons étaient prévus pour analyse par le laboratoire cantonal de Genève (résidus de pesticides). Finalement, ce sont effectivement 40 échantillons qui ont été prélevés et analysés.

##### **But de la campagne**

L'intérêt principal se portait sur le contrôle des résidus de pesticides présents dans les fruits et légumes en provenance d'Asie et de République Dominicaine. Des campagnes effectuées dans le passé avaient démontré que les denrées en provenance de ces régions présentaient une plus grande propension à contenir de nombreux résidus et à dépasser des limites maximales de résidus.

##### **Bases légales**

Ordonnance du DFI sur les limites maximales applicables aux résidus de pesticides présents dans ou sur les produits d'origine végétale ou animale (OPOVA).

##### **Description des échantillons**

40 échantillons de fruits et légumes

Origines des échantillons prélevés :  
Thaïlande (35), Vietnam (4), Inde (1)

##### **Résultats et mesures prises**

- 21 échantillons avec pesticides non-décelés (52.5%)
- 17 échantillons positifs conformes (42.5%)
- 2 échantillons positifs non-conformes (5%)

##### Nombre de substances retrouvées par échantillon :

- denrées contenant 0 pesticides : 21
- denrées contenant 1 pesticide : 6
- denrées contenant 2 pesticides : 5
- denrées contenant 3 pesticides : 6
- denrées contenant 6 pesticides : 1
- denrées contenant 9 pesticides : 1

##### Résidus de pesticides retrouvés : au total, 27 composés différents

Chlorantraniliprole (9 fois), Diméthomorphe (4), Acétamiprid (3), Difénoconazole (3), Azoxystrobine (3), Propiconazole (2), Flonicamid (2), Imidaclopride (2), Indoxacarb (2), Lambda-Cyhalothrine (2), Atrazine (1), Bifenthrine (1), Buprofézine (1), Carbendazime (1), Carbofuran (1), Cyromazine (1), Deltaméthrine (1), Diméthoate (1), Etofenprox (1), Kresoxim-méthyl (1), Metalaxyl (1), Novaluron (1), Oryzalin (1), Profenofos (1), Propanil (1), Pyraclostrobine (1), Pyridabene (1).

### Echantillons non-conformes :

- Pour l'échantillon 23-1900 (Muster N°6) les mesures suivantes ont été prises :
  - A) *« Elucider les causes et prendre les mesures correctives appropriées au sens de l'art. 34 al. 3 de la LDAI. Mettre en place ou modifier votre autocontrôle afin de veiller, dans le cadre de votre activité, à ce que les marchandises soient conformes aux exigences légales au sens de l'art. 26 de la LDAI. »*
  - B) *« Veuillez tenir informé, par écrit, le chimiste cantonal du canton de Bern (Kantonales Laboratorium, Muesmattstrasse 19, 3012 BE) des mesures correctives mises en place au sens de l'art. 34 al. 3 de la LDAI. La présente décision a été établie après entente avec l'autorité cantonale compétente. Demeurent réservées d'autres mesures que pourrait prononcer le Chimiste cantonal de ce canton. »*
  
- Pour l'échantillon 23-2030 (Muster N°28) des mesures identiques à celles mentionnées ci-dessus ont été prises. Toutefois, en raison de la présence d'un nombre important de pesticides dépassant les normes et des forts dépassements constatés (allant jusqu'à 100 fois la norme), les mesures supplémentaires suivantes ont été prises :
  - C) *« Compte tenu des dépassements très importants des teneurs maximales en pesticides constatés dans cet échantillon, la prochaine importation de "Vallarai / Asiatic Pennywort (Indischer Wassernabel)" devra être annoncée au laboratoire cantonal du canton de Bern et faire l'objet, dans le cadre de votre autocontrôle, d'une analyse des résidus de pesticides par un laboratoire accrédité attestant que la marchandise satisfait aux exigences légales avant la mise sur le marché. »*
  - D) *« Cette denrée alimentaire ne doit être ni commercialisée ni utilisée comme ingrédient alimentaire dès lors qu'elle contient des substances au-delà des valeurs maximales autorisées. L'éventuel solde de marchandise doit être retiré du commerce avec effet immédiat et éliminé. »*

### **Conclusions (y.c. au niveau de l'impact sanitaire)**

Avec un taux de non-conformité de 5% à l'issue de cette campagne, les fruits et légumes en provenance d'Asie restent une denrée à surveiller en ce qui concerne leur contamination en pesticides. Même si de forts dépassements des normes ont été constatés, l'impact sanitaire reste faible puisqu'il s'agissait exclusivement de denrée de type fines herbes qui sont consommées en très faible quantité. Il est à noter que le taux de non-conformité est inférieur aux 10-15% habituellement constatés sur ce type de campagne ; ce qui démontre une situation qui tend vers l'amélioration. Ceci est d'ailleurs reflété par le pourcentage relativement correct (i.e. 52.5%) de denrées exemptes de résidus de pesticides.

## 4.5 PP 2023-5 Colorants Sudan dans des huiles de palme

Rapport du Laboratoire Cantonal de Thurgovie pour l'OSAV

Anzahl untersuchte Proben: 8

Beanstandet: 1

### Ausgangslage



Künstliche fettlösliche Farbstoffe werden vor allem bei der Herstellung von Schuhcreme, Wachsen, Tinten, Papierprodukten, Textilien, Brennstoffen etc. verwendet. Die sog. Sudan-farbstoffe gehören auch zu dieser Gruppe. Insbesondere die Farbstoffe Sudan I bis IV, bzw. deren Abbauprodukte stehen im Verdacht, das Erbmaterial zu schädigen und bei Versuchstieren Krebs auszulösen (Einstufung durch die International Agency for Research on Cancer (IARC) in Gruppe 3 der Kanzerogene). Bereits 2003 wurden erstmals grosse Mengen solcher Farbstoffe in Chili-Produkten aus Indien entdeckt

und seitdem finden sich solche Farbstoffe immer wieder in importierten farbigen Gewürzen, Gewürzprodukten und Palmöl. Wurden diese Farbstoffe früher zur eigentlichen Färbung dieser Lebensmittel im g/kg-Bereich verwendet, so findet man sie heute meist nur noch im tiefen mg/kg-Bereich. Diese Konzentrationen reichen allenfalls noch zur Farbauffrischung, stellen aber trotz der tieferen Gehalte immer noch eine Gesundheitsgefährdung dar.

### Untersuchungsziele

In den vergangenen paar Jahren tauchten in den Medien, aber auch im RASFF-Portal der EU wieder vermehrt Meldungen über verbotene Sudanfarbstoffe in Palmöl auf. Betroffen waren oftmals Herkünfte aus Ghana und anderen zentralafrikanischen Ländern (z.B. <https://www.foodsafetyafrica.net/ghana-fda-warns-on-dangers-of-consuming-adulterated-palm-oil/>).

Mit dieser Kampagne sollten deshalb orange und rote Palmöle aus Afrika und Asien für den Detaillhandel auf das Vorhandensein von Sudan-Farbstoffen untersucht werden. Grosse Palmölmengen gehen in raffinierter Form in die Verarbeitungsindustrie und werden durch die Raffination farblos. Sie standen damit nicht im Fokus der Untersuchungen.

### Gesetzliche Grundlagen

Gemäss Art. 7 des Lebensmittelgesetzes (LMG, SR 817.0) dürfen nur sichere Lebensmittel in Verkehr gebracht werden. Lebensmittel gelten als nicht sicher, wenn davon auszugehen ist, dass sie gesundheitsschädlich oder für den menschlichen Verkehr ungeeignet sind. Lebensmittel mit Sudanfarbstoffen I bis IV gelten auf Grund des krebserregenden Potenzials somit als nicht sicher. Sie sind deshalb auch als Zusatzstoffe in Lebensmitteln nicht zulässig (vgl. Zusatzverordnung (ZuV, SR 817.022.31) Art. 1a Abs. 2 und Anhang 1a).

### Probenbeschreibung und Prüfverfahren

Im Mai und Juni 2023 sollten von den Schweizer Zollämtern 20 Proben Palmöl mit Herkunft Afrika und Asien erhoben und dem Kantonalen Laboratorium Thurgau zur Untersuchung zugestellt werden.

Leider konnten trotz Ausweitung der Kriterien nur deren acht Proben erhoben werden. Diese stammten aus der Demokratischen Republik Kongo (2x), der Republik Guinea (4x), Nigeria (1x) und Brasilien (1x).

Die Farbstoffe wurden mit Ethylacetat aus den homogenisierten Proben extrahiert. Nach dem Zentrifugieren der Extrakte wurde die störende Fettmatrix über eine GPC-Säule von den fettlöslichen

Farbstoffen abgetrennt. Die chromatographische Analyse erfolgte mittels LC-HRMS im Fullscan- und MS/MS-Modus, wobei nebst Sudan I bis IV nach sechs weiteren Sudanfarbstoffen und anderen künstlichen fettlöslichen Farbstoffen gesucht wurde.

### **Ergebnisse und Massnahmen**

Bei einer Probe Palmöl aus der Republik Guinea wurden 3.0 mg/kg Sudan IV gemessen. Die Probe wurde als nicht sicher beanstandet. Betroffen war ein Importeur aus dem Kanton Bern. Die noch vorhandene Ware wurde in Zusammenarbeit mit dem Kantonalen Laboratorium Bern gesperrt und dem Importeur wurde eine Rücknahme bei seinen Kunden verfügt.

### **Fazit (insbesondere gesundheitliche Aspekte)**

Da in den Vorjahren mehrere Fälle von Sudanfarbstoffen in Palmöl aus Afrika im Detailhandel entdeckt worden waren, hatte dies möglicherweise einen Einfluss auf die Importmengen für den Detailhandel, so dass im Erhebungszeitraum nur acht Proben erhoben werden konnten. Dass von diesen acht Proben aber eine deutlich mit Sudan IV verunreinigt war, legt die Vermutung nahe, dass in Zentralafrika nach wie vor Sudanfarbstoffe den Weg ins Palmöl finden. Dies wird im Artikel von Food Safety Africa im März 2022 (siehe obenstehenden Link) bestätigt, indem dort erläutert wird, dass 98%(!) der Palmölprodukte die in Ghana auf lokalen Märkten verkauft werden, mit Sudanfarbstoffen verunreinigt seien.

Trotz der geringen Importmengen, sollte die Überwachung auf Grund dieser Situation auch in nächster Zeit fortgesetzt werden.

#### 4.6 PP 2023-6 Mycotoxines et germes pathogènes dans des fruits à coque et des arachides

Rapport de l'Office de la Protection des consommateurs (Amt für Verbraucherschutz) du Canton de Zoug pour l'OSAV

Anzahl untersuchte Proben: 30  
Beanstandet: 1 (3 %)

##### Ausgangslage

Das Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen (BLV) organisiert zusammen mit dem Bundesamt für Zoll und Grenzsicherheit (BAZG) und dem Amt für Verbraucherschutz Zug (AVS) eine Zollkampagne, bei welcher risikobasiert genussfertige Erdnüsse, Mandeln und Hartschalenobst erhoben und auf Mykotoxine (Schimmelpilzgifte) und pathogene Keime untersucht werden.

##### Untersuchungsziele

Durch die Zollkampagne soll überprüft werden, ob genussfertige Erdnüsse und Hartschalenobst, die in die Schweiz importiert werden, die Höchstgehalte der Mykotoxine sowie der pathogenen Keime nicht überschreiten. Die untersuchten Toxine sind Aflatoxin B1, B2, G1, G2 und deren Summe, sowie die pathogenen Keime *Listeria monocytogenes*, *Salmonella* spp. und *E. coli*.

##### Gesetzliche Grundlagen

Der Art. 7 des Bundesgesetzes über Lebensmittel und Gebrauchsgegenstände (LMG, SR 817.0) legt fest, dass nur sichere Lebensmittel in Verkehr gebracht werden dürfen. Im Anhang 2 der Verordnung über die Höchstgehalte für Kontaminanten (VHK, 817.022.15) sind die Höchstgehalte für Mykotoxine in Erdnüssen, Mandeln und Hartschalenobst festgelegt. Im Anhang 1 der Verordnung über die Hygiene beim Umgang mit Lebensmitteln (HyV, 817.024.1) sind die Grenzwerte für die pathogenen Keime festgelegt.

##### Probenbeschreibung und Prüfverfahren

Die Zollstellen beproben im Juni 30 Importsendungen zwischen 20 und 1500 kg pro Sendung. Das Probenahmeverfahren erfolgte repräsentativ gemäss der Verordnung (EG) 401/2006. Darunter waren 8 Baumnüsse (Walnuss), 7 Haselnüsse, 6 Mandeln, 5 Cashew und 4 Erdnüsse (Tabelle 1). Das AVS hat mittels LC-MS/MS die Mykotoxine bestimmt und das PCR Screening erfolgte mittels gepoolten 5er Proben. Allfällig positive Ergebnisse aus dem PCR Screening wären mittels klassischer ISO Methode zu bestätigen gewesen.

Tabelle 1: Übersicht der Importsendungen nach Herkunftsland

Herkunftsland	Nussart bzw. Hartschalenobst (Anzahl Importsendungen)
Aserbaidshon	Haselnüsse (1)
Burkina Faso	Cashewkerne (2)
Chile	Walnüsse (5)
China	Erdnüsse (2)
Frankreich	Erdnüsse (2)
Italien	Haselnüsse (3), Mandeln (3)
Moldawien	Walnüsse (1)
Türkei	Haselnüsse (3)
Ukraine	Walnüsse (1)
USA	Mandeln (3), Walnüsse (1)
Vietnam	Cashewkerne (3)

##### Ergebnisse und Massnahmen



Von den 30 Proben, überschritt 1 (3%) Probe die Höchstwerte für Aflatoxin B1 und die Summe der Aflatoxine. Der Importeur sowie die zuständige Vollzugsbehörde im Kanton Thurgau wurden informiert. Die entsprechenden Waren wurden vom Markt zurückgenommen und vernichtet. Die restlichen 29 Proben waren bezüglich der Mykotoxine sowie der pathogenen Keime konform.

### **Fazit**

Die Kampagne zeigt, dass Mykotoxine und pathogene Keime in Nüssen aktuell ein kleines Risiko darstellen. Da bei einer Probe der Höchstwert für Aflatoxin B1 und die Summe der Aflatoxine überschritten wurde, erscheint eine erneute Überwachung in ein paar Jahren hinsichtlich der Mykotoxine sinnvoll.

## 4.7 PP 2023-7 Résidus de pesticides dans des piments

Rapport du Laboratoire Cantonal de Berne pour l'OSAV

Anzahl untersuchte Proben: 41

Beanstandet: 1

### Ausgangslage

In den letzten Jahren wurde bei Chili aus dem asiatischen Raum eine hohe Beanstandungsquote wegen Pestizid-Rückständen festgestellt. Deshalb organisierte das Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen im Berichtsjahr eine nationale Kampagne zur Einfuhrkontrolle von Chili aus China und dem asiatischen Raum.

### Untersuchungsziele

Pestizide inkl. Dithiocarbamate mittels LC-MS/MS und GC-MS/MS (Multimethoden), Chlormequat und Mepiquat-Rückstände (Methode für polare Pestizide)

### Gesetzliche Grundlagen

Lebensmittelgesetz, Verordnung des EDI über die Höchstgehalte für Pestizidrückstände in oder auf Erzeugnissen pflanzlicher und tierischer Herkunft (VPRH), EU-Verordnungen

### Probenbeschreibung und Prüfverfahren

Die Erhebung der Proben erfolgte an den Zollämtern anlässlich von Importen auf der Strasse und am Flughafen Zürich. Insgesamt 9 Zollämter erhoben 41 Proben von 13 verschiedenen Importeuren. Die 41 Proben stammten aus der Türkei (23), der Volksrepublik China (14) und aus Thailand (4). Es wurden frische grüne und rote Chilischoten, getrocknete und zum Teil zerkleinerte Chilis, sowie Chili- und Paprikapulver erhoben. Diese wurden im Kantonalen Laboratorium Bern mittels LC-MS/MS und GC-MS/MS, bzw. GC-MS auf mehr als 560 verschiedene Fungizide, Insektizide und Akarizide untersucht.

### Ergebnisse und Massnahmen

Nur gerade eine einzige Probe wies keine Rückstände auf. Alle anderen Proben wiesen mindestens einen Pestizid-Rückstand auf. Im Durchschnitt wurden 9 Rückstände pro Probe gefunden. Spitzenreiter bezüglich Anzahl der Rückstände war ein «gemahlener Chili, hochrot» aus der Volksrepublik China mit 38 verschiedenen Rückständen. Weitere 14 Proben wiesen zwischen 11 und 22 verschiedene Rückstände auf. Die beobachtete sehr grosse Anzahl verschiedener Pflanzenschutzmittelrückstände auf zerkleinerten, getrockneten Produkten kommt vermutlich dadurch zustande, dass oft Waren aus verschiedenen Chargen und mit verschiedener Herkunft im Endprodukt zusammengemischt werden. Diese Vermischung kann auch dazu führen, dass Produkte mit zu hohen Pestizid-Rückständen durch Beimischen von nicht belasteten Produkten die gesetzlichen Vorgaben schliesslich doch einhalten.

Ein spezielles Augenmerk wurde auf die Wachstumsregulatoren Chlormequat und Mepiquat gelegt. Chlormequat wurde 9x und Mepiquat 6x nachgewiesen, beide hauptsächlich in getrockneten, gemahlenden Produkten. Um der Aufkonzentrierung der Substanzen in den getrockneten Proben Rechnung zu tragen, wurde jeweils ein Trocknungsfaktor von 7 angewendet.

Eine Probe musste wegen Überschreitung des Rückstandshöchstgehaltes für Chlormequat beanstandet werden (0.038 mg/kg Chlormequat im getrockneten Produkt), ein mögliches Risiko für die Gesundheit konnte glücklicherweise ausgeschlossen werden.

### Fazit (insbesondere gesundheitliche Aspekte)

Die über die Jahre wiederholten Beprobungen von Chilis scheinen langsam Wirkung zu zeigen, da anlässlich dieser Kampagne deutlich weniger Proben zu beanstanden waren als in den vorhergehenden Jahren. Trotzdem sollte die Kontrolltätigkeit in diesem Bereich in den folgenden Jahren weitergeführt werden.

## 4.8 PP 2023-8 Résidus de pesticides dans des fruits et des légumes d'Asie

Rapport de l'Office de la Protection des Consommateurs (Amt für Verbraucherschutz) du Canton d'Argovie pour l'OSAV

Untersuchte Proben: 40

Beanstandete Proben: 10 (25 %)

Beanstandungsgründe:

Rückstandshöchstgehaltüberschreitungen Pestizide

### Ausgangslage

In den letzten Jahren wurden in der Schweiz und mehreren europäischen Staaten u.a. bei Untersuchungen von frischem Gemüse und Früchten aus verschiedenen Ländern Asiens wiederholt z.T. sehr hohe Gehalte von Pestizidrückständen nachgewiesen. Zudem zeigten die Analysen, dass die Waren verschiedentlich hohe Rückstandsgehalte mehrerer Pestizide gleichzeitig aufwiesen. Dies deutet auf einen nach wie vor intensiven Einsatz von Pflanzenschutzmitteln beim Anbau dieser Produkte hin.

### Untersuchungsziele

Im Rahmen der durchgeführten Kampagne sollte die aktuelle Situation hinsichtlich der Kontamination der importierten Früchte und Gemüse aus Asien und der Dominikanischen Republik mit den Pestizidrückständen exemplarisch, anhand der Stichproben, ermittelt werden.

Ergänzend zur Bestimmung der Pestizidrückstände erfolgte bei den erhobenen Produkten auch die Untersuchung auf Perchlorat, welches bei Verwendung von chloriertem Waschwasser auf Früchte und Gemüse übertragen werden kann. Lebensmittelrechtlich wird Perchlorat als Verunreinigung (Kontaminante) beurteilt und unterliegt deshalb der Regelung der Kontaminantenverordnung (VHK).

### Gesetzliche Grundlagen

Die Beurteilung der Pestizidresultate erfolgte basierend auf den Rückstandshöchstgehalten (RHG) nach der Verordnung über die Höchstgehalte für Pestizide in oder auf Erzeugnissen pflanzlicher und tierischer Herkunft (VPRH) vom 16. Dezember 2016 (Stand am 1. Juli 2023). Für Wirkstoffe, bei welchen in der VPRH für die untersuchten Lebensmittel keine RHG aufgelistet sind, gilt ein Höchstwert von 0.01 mg/kg.

Für Perchlorat wurden in der Schweiz in der Kontaminantenverordnung (VHK) bisher keine Höchstgehalte festgelegt. Daher erfolgte die Beurteilung der ermittelten Perchloratresultate unter Berücksichtigung der entsprechenden Höchstgehalte in bestimmten Lebensmitteln gemäss der Verordnung (EU) 2023/915 vom 25. April 2023 (in Kraft seit dem 25.05.2023), gestützt auf die allgemeinen Bestimmungen der Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständeverordnung (LGV).

### Probenbeschreibung

Insgesamt wurden durch das Bundesamt für Zoll und Grenzsicherheit (BAZG) an den Flughäfen Zürich-Kloten (36) und Genf (4) 40 Produkte erhoben. Dabei handelte es sich um diverse Gemüse- und Fruchtarten aus Thailand, Vietnam, Sri Lanka und Indien (s. Tabelle 1).

Erhoben wurden: Schlangenbohnen (5), Aubergine (4), Okra (4), Süsser Basilikum (3), Koriander (3), Stängelkohl (2), Sellerie (2), Babymais (2), Pak Choi (2), Zitronengras (2), Grüne Papaya, Frühlingzwiebeln, Asiatischer Wassernabel (*Centella asiatica Urban.*), Chili, Goabohne (*Psophocarpus tetragonolobus*), Drachenfrucht, Vietnamesischer Koriander (*Polygonum odoratum*), Durianfrucht, Rambutan, Indischer Holzapfel (*Limonia acidissima*) und Jackfrucht (je 1).

### Prüfverfahren

Die Untersuchungen umfassten die Analysen aller Proben mittels einer LC-MS/MS und einer GC-MS/MS Pestizid-Multimethode, der LC-MS/MS Multimethode für polare Pestizide (QuPPE), inkl. Perchlorat sowie der Einzelmethode zur Bestimmung von Dithiocarbamaten (Summe Dithiocarbamate als CS<sub>2</sub>).

Tabelle 1: Im September 2023 beim Import erhobene Proben

Herkunft	Anzahl		
	erhoben	beanstandet	ohne Rückstände
Thailand	32	9 (28 %)	23
Vietnam	5	1 (20 %)	4
Sri Lanka	2	0	2
Indien	1	0	1
Total	40	10 (25 %)	30 (75 %)

### Ergebnisse und Massnahmen

Von den 40 erhobenen Proben waren 10 (25 %) wegen Überschreitung von RHG bzgl. Pestizide zu beanstanden (s. Tabelle 2); diese Beanstandungen betrafen nur Produkte aus Thailand (9) und Vietnam (1).

Aufgrund der Rückstände über dem RHG bestand unter Berücksichtigung der entsprechenden Vorgaben hinsichtlich der gesundheitlichen Risikobeurteilung gemäss dem PRIMo-Berechnungsmodell (Pesticide Residue Intake Model, rev. 3.1) nur bei einer Probe das Risiko einer Gesundheitsgefährdung. Das zuständige Kantonale Labor erstattete in diesem Fall eine Strafanzeige.

Tabelle 2: Beanstandete Gemüse- und Früchteproben der Kampagne 2023

Warenbezeichnungen	Herkunft	Rückstände über dem RHG
Aubergine	Thailand	Omethoat
Aubergine	Thailand	Fonicamid (Summe von Fonicamid, TFNA und TFNG, ausgedrückt als Fonicamid)*
Koriander	Thailand	Chlorat
Koriander	Thailand	Profenofos
Asiatischer Wassernabel ( <i>Centella asiatica Urban.</i> )	Thailand	Kresoxim-methyl, Profenofos, Propiconazol, Pyridaben
Okra	Thailand	Dinotefuran, Chlorat
Rambutan	Thailand	Chlorpyrifos, Cypermethrin, Lambda-Cyhalothrin
Sellerie	Thailand	Chlorfenapyr, Benzalkoniumchlorid (Mischung aus BAC10, BAC12, BAC14, BAC16 und BAC18) und Carbofuran (Summe aus Carbofuran und 3-Hydroxycarbofuran, ausgedrückt als Carbofuran), Propiconazol, Tebuconazol
Süsser Basilikum	Thailand	Valifenalat, Dithiocarbamate als CS2
Vietnamesischer Koriander ( <i>Polygonum odoratum</i> )	Vietnam	Chlorfenapyr, Fenobucarb, Phenthoat

\* Gesundheitsgefährdung nach Abschätzung mit PRIMo 3.1

Lediglich 12 der 40 untersuchten Proben waren rückstandsfrei. Bei 28 der 40 Proben (70 %) waren Rückstände von 1 bis 25 verschiedenen Pestiziden gleichzeitig vorhanden (Median: 5.5; Mittelwert: 7); berücksichtigt wurden dabei Rückstandsgehalte über ca. 0,002 bis 0,01 mg/kg; für Bromid über 5 mg/kg). Besonders häufig nachgewiesen, d.h. mehr als fünfmal, wurden dabei Rückstände von Bromid (15 x), Chlorat (12 x), Phosphonsäure (9 x) und Dithiocarbamaten als CS2 (6 x). Die im Rahmen dieser

Untersuchungen insgesamt nachgewiesenen Rückstände stammten aus einem breiten Spektrum von 54 verschiedenen Pestiziden.

Lediglich bei 3 Proben waren Rückstände von Perchlorat im Bereich von 0.026 bis 0.0649 mg/kg vorhanden (Bestimmungsgrenze: 0.02 mg/kg). Dabei handelte es sich um Sellerie, Korianderblätter und Asiatischen Wassernabel aus Thailand (HöG EU: 0.5 mg/kg).

Alle beanstandeten Proben dieser Kampagne wurden am Flughafen Zürich erhoben.

### **Fazit**

Die Zusammenstellung der beanstandeten Produkte (s. Tabelle 2) und der Anzahl Wirkstoffe pro Probe zeigen, dass gewisse Risikoprodukte aus Thailand und Vietnam, immer noch stark mit Pestizidrückständen belastet sind.

Auffallend ist, dass bei dieser Kampagne 4 (Aubergine, Korianderblätter, Sellerie und Asiatischer Wassernabel) der insgesamt 9 beanstandeten thailändischen Proben vom **gleichen** Hersteller/Versender in Thailand (gemäss Angaben im Erhebungsrapport des BAZG) stammten.

Aufgrund der nach wie vor erhöhten Beanstandungsquote und der vorliegenden Rückstandsbefunde sollten die Kontrollen von Pestizidrückständen in Gemüse und Früchten aus Asien im Rahmen des Schwerpunktprogramms an der Grenze risikobasiert weitergeführt werden; gegebenenfalls unter verstärkter Berücksichtigung der Lieferungen bestimmter Hersteller/Versender.

## 4.9 PP 2023-9 Substances odorantes interdites dans les parfums

Rapport de l'Office de la protection des consommateurs (Amt für Verbraucherschutz) du canton de Saint-Gall pour l'OSAV

*Anzahl untersuchte Proben: 47*

*Beanstandet: 18 (38%)*

### Ausgangslage

In den vergangenen Jahren wurde im Safety Gate der Europäischen Kommission immer wieder Fälle von Kosmetika mit Lilial (Butylphenyl methylpropional, BMHCA) publiziert. Lilial ist ein Duftstoff, welcher seit 2022 in der Schweiz und in der EU verboten ist. Gemäss dem wissenschaftlichen Ausschuss für Verbrauchersicherheit der EU-Kommission (SCCS/1591/17) kann nicht ausgeschlossen werden, dass bei der Verwendung von Lilial in Sprays ein Risiko für die Gesundheit besteht. Auch weitere Duftstoffe, wie z.B. Lyrall (Hydroxyisohexyl 3-cyclohexene carboxaldehyde, HICC) sind verboten.

### Untersuchungsziele

Wir haben am Zoll erhobene Parfümprouben auf verbotene Duftstoffe untersucht. Zusätzlich wurden deklarationspflichtige Duftstoffe quantifiziert.

### Gesetzliche Grundlagen

Verbotene Stoffe in kosmetischen Mitteln sind in Art. 54 Abs. 1 der Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständeverordnung (LGV, SR 817.02) geregelt. Gemäss Art. 54 Abs. 1 LGV ist die Verwendung von Stoffen, die in Anhang II in Verbindung mit den übrigen Anhängen der Verordnung (EG) Nr. 1223/2009 aufgeführt sind, verboten.

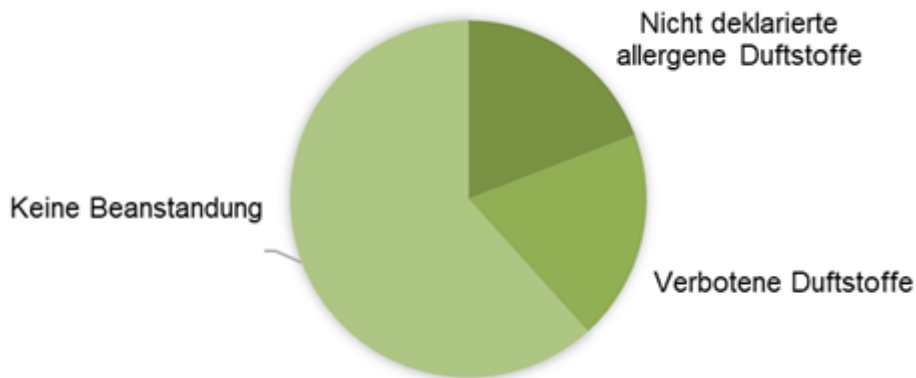
Allergene Duftstoffe und deren Deklaration sind in Art. 8 Abs. 1 Bst. d der Verordnung des EDI über kosmetische Mittel (VKos, SR 817.023.31) und in Art. 54 Abs. 2 LGV geregelt. Gemäss Art. 8 Abs. 1 Bst. d VKos sind allergene Riechstoffe, die gemäss den Vorgaben von Art. 54 LGV angegeben werden müssen, in der Liste der Bestandteile zusätzlich zum Begriff "Parfum" oder "Aroma" anzugeben. Laut Art. 54 Abs. 2 LGV ist die Verwendung von Stoffen, die in Anhang III in Verbindung mit den übrigen Anhängen der Verordnung (EG) Nr. 1223/2009 nur unter den dort festgelegten Verwendungs- und Anwendungseinschränkungen und unter Angabe der dort festgelegten Warnhinweise erlaubt. Bei Produkten die auf der Haut verbleiben (Leave-on) müssen allergene Riechstoffe ab einer Konzentration von 10 mg/kg (0.001 %) in der Liste der Bestandteile aufgelistet werden. Dies gilt auch, wenn diese Riechstoffe als Bestandteile von ätherischen Ölen dem Produkt zugesetzt worden sind.

### Probenbeschreibung und Prüfverfahren

Die Proben wurden risikobasiert erhoben. Es wurden vor allem Importe aus nicht-EU Ländern beprobt. Die Parfüms wurden auf verbotene und allergene Duftstoffe mittels GC-MS/MS untersucht.

### Ergebnisse und Massnahmen

Neun Proben wurden beanstandet, weil der verbotener Duftstoff Lilial oder Lyrall auf der Verpackung deklariert war oder weil der verbotene Duftstoff im Parfüm nachgewiesen wurde. Diese Produkte sind in der Schweiz und Europa nicht verkehrsfähig. In neun weiteren Parfüms wurden Duftstoffe gefunden, welche auf der Verpackung hätten deklariert werden müssen. Diese Produkte können mit der aktuellen Verpackung nicht weiter an Konsumentinnen und Konsumenten abgegeben werden, da diese sich sonst nicht über die beinhalteten allergenen Duftstoffe informieren können. Alle betroffenen Betriebe müssen abklären, wie die Qualitätskontrolle verbessert werden kann, damit solche Vorfälle nicht mehr passieren.



**Beanstandungsgründe: 29 Proben wurden nicht beanstandet. Bei 9 Parfüms war entweder ein verbotener Duftstoff auf der Verpackung deklariert oder ein verbotener Duftstoff wurde von uns analytisch nachgewiesen. Bei 9 Proben wurden deklarationspflichtige Duftstoffe nicht auf der Verpackung angegeben.**

#### **Fazit**

Aufgrund der hohen Beanstandungsquote von 38 % kann davon ausgegangen werden, dass einige Betriebe ungenügend über die Rechtslage betreffend Kosmetika informiert sind. Die betroffenen Produkte mit verbotenen Duftstoffen wurden als nicht verkehrsfähig eingestuft und die Produkte waren deshalb ab Datum der Beanstandung nicht mehr für Konsumentinnen und Konsumenten erhältlich. Produkte mit nicht deklarierten allergenen Duftstoffen stellen für Allergikerinnen und Allergiker ein Risiko dar und konnten deshalb so nicht mehr weiterverkauft werden. Wir werden weiterhin Duftstoffe in Kosmetika untersuchen um verbotene und potentiell gesundheitsschädliche Produkte zu identifizieren und um die Selbstkontrolle der verantwortlichen Betriebe zu überprüfen.

#### **4.10 PP 2023-10 Salmonellen dans des graines de sésame et de lin et dans de la farine de graines de caroube**

Rapport de l'Office de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires du Canton de Fribourg pour l'OSAV

*Anzahl untersuchte Proben: 26*

*Beanstandet: 0*

##### **Ausgangslage**

Die meisten lebensmittelbedingten Erkrankungen in Europa werden durch Salmonellen ausgelöst [1]. Salmonella ist eine Gattung stäbchenförmiger Bakterien aus der Familie der Enterobakterien (Enterobacteriaceae), die bei Menschen die Krankheit Salmonellose verursachen. Hauptreservoir für Salmonellen ist der Darmtrakt von verschiedenen Tieren. Durch den Kot von Vögeln, Nagern und Insekten, mit Salmonellen belastetem Dünger sowie Verunreinigungen in Abwässern können Salmonellen auf pflanzliche Lebensmittel gelangen. Salmonellen sind sehr hitzeempfindlich, können aber bei geeigneten Bedingungen in der Umwelt über Wochen, teilweise sogar über Monate oder Jahre lebens- und infektiösfähig bleiben. Meldungen im Rapid Alert System for Food and Feed (RASFF) der European Commission zeigen, dass neben tierischen Produkten oftmals importierte Gewürze, Nüsse und Samen mit Salmonellen belastet sind [2].

##### **Untersuchungsziele**

Mit dieser Kampagne sollten Sesam- und Ölsaatensamen und deren Mehle für die menschliche Ernährung aus Ländern ausserhalb Europas auf Salmonellen überprüft werden.

##### **Gesetzliche Grundlagen**

Laut Art. 7 des Bundesgesetzes über Lebensmittel und Gebrauchsgegenstände (LMG) dürfen nur sichere Lebensmittel in Verkehr gebracht werden. Lebensmittel gelten als nicht sicher, wenn davon auszugehen ist, dass sie gesundheitsschädlich oder für den Verzehr durch den Menschen ungeeignet sind. Die Beurteilung der Gesundheitsschädlichkeit und der Geeignetheit für den Verzehr stützt sich auf Art. 8 der Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständeverordnung (LGV).

##### **Probenbeschreibung und Prüfverfahren**

Durch die Zollstellen wurden Proben aus dem Direktimport sowie von indirektem Import beprobt. Insgesamt wurden 26 Muster à 5 Verkaufseinheiten oder mindestens 100 g gezogen. Von 26 Proben wurden 11 Einzelverkaufspackungen erhoben. Die erhobenen Proben setzten sich aus 14 Mustern der Matrix Sesamsamen und 12 Mustern der Matrix Leinsamen zusammen. Die Sesamsamen Muster beinhalteten schwarze, weisse, ungeschälte, geschälte Sesamsamen. Sechs der Muster stammten aus Kasachstan (KZ), fünf aus Thailand (TH), vier aus China (CN), drei aus Indien (IN), je zwei aus Ägypten (EG) und Pakistan (PK) und je ein Muster aus Guatemala (GT), Ukraine (UA), Uganda (UG) und Südafrika (ZA). Bei den Empfängerbetrieben für die importierten Produkte handelte es sich um 11 Betriebe verschiedenster Kantone in der Schweiz. Alle diese Proben wurden qualitativ auf Salmonella spp. in 25 g untersucht mit einer Anreicherung gemäss ISO 6579 und einer folgenden Nachweisreaktion mittels MALDI-ToF Methodik.

##### **Ergebnisse und Massnahmen**

Bei keinem der 26 Muster konnte Salmonella spp in 25g nachgewiesen werden.

##### **Fazit (insbesondere gesundheitliche Aspekte)**

Die Kampagne hat aufgezeigt, dass in den aus dem Ausland importierten 26 Sesam- und Leinsamenprodukten keine Salmonella spp. nachweisbar waren. Dies ist ein sehr erfreuliches Resultat und zeigt in dieser begrenzten Stichprobenmenge, dass die im Rahmen dieser Kampagne untersuchten Parameter in diesen Produkten kein Gesundheitsrisiko darstellen. Zu beachten hierbei ist, dass es sich bei vorliegender Kampagne um eine Auswahl an Stichproben über einen begrenzten



Zeitraum eines Monatses gehandelt hat. Im Jahr 2023 wurden laut dem RASSF Portal 56 Fälle von Sesamprodukten mit Salmonellen Kontamination in Europa gemeldet [2] bei insgesamt 650 Salmonellen Meldungen. Dies zeigt, dass die Problematik aktuell ist, auch weil die Sesamprodukte die häufigsten Meldungen mit pflanzlichen Produkten ausmachten [2].

#### **Literaturquellen**

[1] Meinen Anika et al., 2019, Salmonellosis outbreak with novel *Salmonella enterica* subspecies *enterica* serotype (11:z41:e,n,z15) attributable to sesame products in five European countries, 2016-2017, *Eurosurveillance*, Volume 24, Issue 36, 05/Sep/2019.

[2] European Commission, Rapid Alert System for Food and Feed (RASSF) portal am 11.03.2024, [https://ec.europa.eu/food/safety/rasff/portal\\_en](https://ec.europa.eu/food/safety/rasff/portal_en)

#### 4.11 PP 2023-11 Dioxyde de titane dans des chewing-gums

Rapport du Service de contrôle des denrées alimentaires et de la protection des consommateurs (Dienststelle Lebensmittelkontrolle und Verbraucherschutz) du Canton de Lucerne pour l'OSAV

*Anzahl untersuchte Proben: 40*

*Beanstandet: 1*

##### **Ausgangslage**

Am 6. Mai 2021 hat die Europäische Behörde für Lebensmittelsicherheit (EFSA) die aktualisierte Sicherheitsbewertung für E 171 (Titandioxid, TiO<sub>2</sub>) veröffentlicht. E 171 gilt demnach bei der Verwendung als Lebensmittelzusatzstoff nicht mehr als sicher. Infolgedessen wurde in der Schweiz ab Herbst 2022 Titandioxid als Lebensmittelzusatzstoff verboten. Von nun an ist es nicht mehr möglich, Lebensmittel, die Titandioxid enthalten, herzustellen und in der Schweiz in Verkehr zu bringen. Der Verkauf von Lebensmitteln, die nach der alten Gesetzgebung hergestellt wurden, ist bis zum Ende ihrer Haltbarkeitsdauer noch möglich.

Grossbritannien folgt der Europäischen Union beim Verbot von Titandioxid als Lebensmittel-zusatzstoff vorläufig nicht. Die Food Standards Agency (FSA) des Vereinigten Königreichs gab bekannt, dass bei der Prüfung der Nachweise kein Sicherheitsproblem festgestellt wurde. Dies bedeutet, dass die Regelung von England und Wales nicht geändert wird. Die Food Standards Scotland (FSS) gelangte zum gleichen Schluss. Da das Verbot nur in der Schweiz und EU gilt, können Produkte aus Drittländern immer noch Titandioxid enthalten.

##### **Untersuchungsziele**

Mit dieser Kampagne sollen Kaugummi aus Ländern ausserhalb Europas und der Schweiz auf den Lebensmittelzusatzstoff «Titandioxid» überprüft werden.

##### **Gesetzliche Grundlagen**

Gemäss Art. 1a der Verordnung des EDI über die zulässigen Zusatzstoffe in Lebensmitteln (ZuV), dürfen als Zusatzstoffe nur Stoffe nach Anhang 1a verwendet werden. Titandioxid (E171) ist in Anhang 1a der ZuV nicht gelistet und darf deshalb Lebensmitteln nicht zugesetzt werden.

##### **Probenbeschreibung und Prüfverfahren**

Es wurden 40 Kaugummi-Proben an der Grenze erhoben. Die Proben können in 5 Kategorien unterteilt werden:

- Kaugummi aus der Tube (2)
- Kaugummi-Rollen (Bubble Rolls) (5)
- Kaugummi Sticks oder Streifen (15)
- Kaugummi Dragees (14)
- Kaugummi mit spezieller Form (4)

Eine Auswahl der untersuchten Produkte ist in Abbildung 1 zu sehen.

Bei einer Probe war Titandioxid in der Zutatenliste deklariert bei allen anderen Proben war Titandioxid nicht in der Zutatenliste aufgeführt.



**Abbildung 1 Beispiele von Kaugummiprobe n vor der Aufarbeitung**

Die Kaugummi-Proben wurden mit flüssigem Stickstoff gekühlt und mittels Ultrazentrifugalmühle gemahlen und homogenisiert. Titan wurde mittels Mikrowellendruckaufschluss mit einer  $\text{HNO}_3/\text{HClO}_4$  Mischung aus den homogenisierten Proben extrahiert. Die Extrakte wurden mittels ICP-MS untersucht. Anhand des Titangehalts wurde die Titandioxid-Menge in den Proben berechnet.

Titan kann aus anderen Quellen (z.B. Zutaten aus pflanzlicher Basis wie Carrageen oder Guar) als Titandioxid in den Proben kommen, deshalb muss beurteilt werden, ab welche Titankonzentration einen Zusatz bestätigt ist.

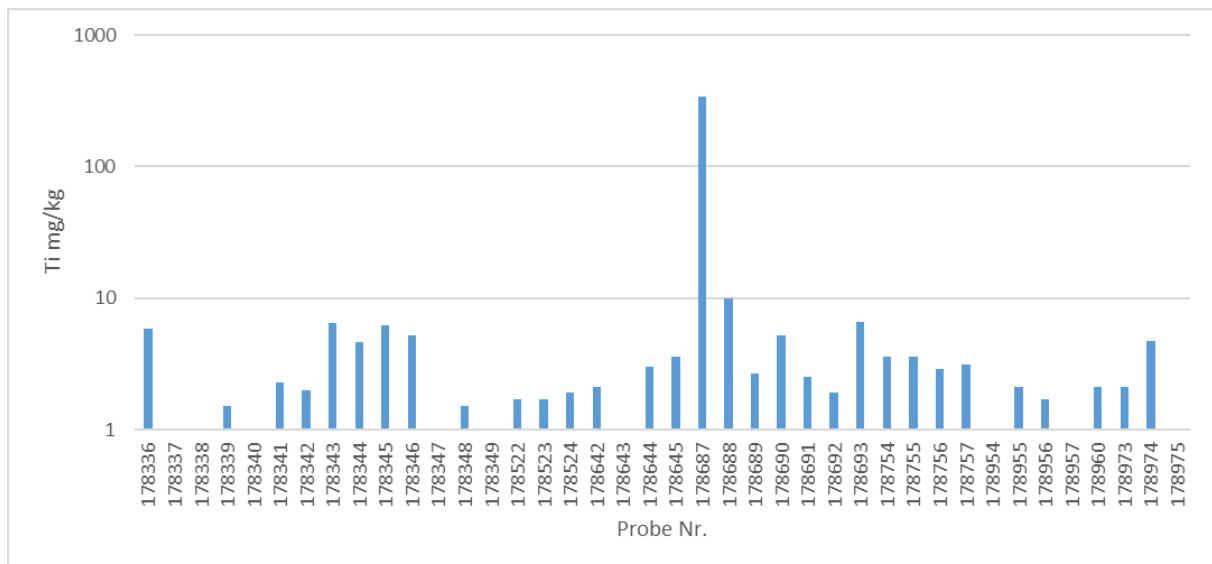
Dazu wurden die Erfahrungswerte gemäss Literatur betrachtet. Gemäss Publikation von Bucher et al.<sup>1</sup> deuten Titandioxidgehalte grösser 100 mg/kg eindeutig auf einen Zusatz hin. Auch die Industrie<sup>2</sup> berichte von 100 mg/kg als der minimalen positiven Einsatzmenge. Bei Konzentrationen kleiner 17 mg/kg wird ein Zusatz von Titandioxid in Kaugummis als negativ betrachtet<sup>1</sup>. Zwischen 17 mg/kg und 100 mg/kg ist die Plausibilität eines Zusatzes anhand der Zutatenverzeichnis und/oder weitere chemischen Analysen zu überprüfen.

### **Ergebnisse und Massnahmen**

Bei 9 Proben war der Titangehalt kleiner als der Bestimmungsgrenze (2.5 mg/kg  $\text{TiO}_2$ ).

Eine Probe lag mit 570 mg/kg  $\text{TiO}_2$  (341 mg/kg Titan) über dem Schwellenwert von 100 mg/kg.

Bei den restlichen Proben betrug die Titan-Konzentration zwischen 1.5 und 10 mg/kg (Median 2.9 mg/kg). Gemäss Literatur deutet dieser Konzentrationsbereich auf keinen Zusatz von Titandioxid in Kaugummis an.



**Abbildung 2 Titan Konzentration in den Proben. Hinweis: die Konzentrationsskala ist logarithmisch dargestellt.**

Da die Probe Nr. 178687 570 mg/kg  $\text{TiO}_2$  enthielt und im Zutatenverzeichnis Titandioxid aufgelistet war, wurde die Probe beanstandet. In Absprache mit der für den Betrieb zuständigen Behörde wurde ein Verbot für das Inverkehrbringen sowie eine Ursachenabklärung und die Behebung der Abweichung verfügt.

### Fazit

Von 40 Proben wurde nur eine Probe beanstandet (2.5 %). Das zeigt, dass das Verbot von Titandioxid beim Import von Kaugummis allgemein wahrgenommen wird. Es kann aber auch nicht ausgeschlossen werden, dass nicht-konforme Produkte vereinzelt importiert werden. Die Kampagne hat bestätigt, dass es noch Produkte gibt, bei welchen Titandioxid noch zugesetzt wird. Der Zusatz von  $\text{TiO}_2$  war korrekt deklariert.

### Literatur

1. Bucher et al. Large-scale screening of E171 food additive ( $\text{TiO}_2$ ) on the French market from 2018 to 2022: Occurrence and particle size distribution in various food categories, Food Control 155 (2024)
2. Sprong, C., Bakker, M., Niekerk, M., & Vennemann, M. (2016). Exposure assessment of the food additive titanium dioxide (E 171) based on use levels provided by the industry. In RIVM letter report 2015-0195.